



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Construction neuve de 15 logements en
accession participative - Rue Paul Bourson à
Strasbourg (67100)**

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 6 juin 2024 à 12:00

Habitat de l'Îll
7 rue Quintenz
67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Construction neuve de 15 logements en accession participative - Rue Paul Bourson à Strasbourg (67100)
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	21
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Défini par lot
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes.....	6
2.4 - Variantes exigées.....	6
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
2.6 - Développement durable – Clause sociale	8
3 - Les intervenants	8
3.1 - Maîtrise d'œuvre	8
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	8
3.3 - Contrôle technique.....	8
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat	9
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	9
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	9
4.3 – Confidentialité et mesures de sécurité.....	9
5 - Contenu du dossier de consultation.....	9
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	10
6.1 - Documents à produire.....	10
6.2 - Présentation des variantes.....	11
6.3 - Présentation des variantes exigées	11
6.4 - Visites sur site.....	11
6.5 - Usage de matériaux de type nouveau.....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	12
7.1 - Transmission électronique.....	12
7.2 - Transmission sous support papier	13
8 - Examen des candidatures et des offres.....	13
8.1 - Sélection des candidatures.....	13
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Organisation et modalités des négociations.....	15
8.4 – Justificatifs à produire par l'attributaire.....	16
9 - Renseignements complémentaires.....	16
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
9.2 - Procédures de recours	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la construction neuve de 15 logements en accession participative - Rue Paul Bourson à Strasbourg (67100).

Lieux d'exécution :
6 et 8 Rue Paul Bourson
67100 STRASBOURG

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 21 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Gros œuvre - Terrassement
02	Charpente
03	Couverture - Zinguerie
04	Étanchéité
05	Menuiseries extérieures PVC
06	Échafaudages
07	ITE - Enduits extérieurs - Peinture extérieure
08	Serrurerie
09	Plâtrerie - Cloisons - Isolation - Faux plafonds
10	Réseaux enterrés - Sanitaire
11	Chauffage
12	Ventilation
13	Électricité
14	Chape
15	Menuiserie intérieure
16	Escaliers bois intérieurs
17	Revêtements de sols
18	Carrelage - Faïence
19	Peinture intérieure
20	Aménagements extérieurs

21	Nettoyage de fin de chantier
----	------------------------------

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45211340-4	Travaux de construction d'immeubles collectifs

Lot(s)	Code principal	Description
01	45112500-0	Travaux de terrassement
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	45261100-5	Travaux de charpente
03	45261210-9	Travaux de couverture
04	45261420-4	Travaux d'étanchéification
05	45421000-4	Travaux de menuiserie
06	45262120-8	Travaux de montage d'échafaudages
06	45262100-2	Travaux d'installation d'échafaudages
07	45442110-1	Travaux de peinture de bâtiments
08	44316500-3	Serrurerie
09	45410000-4	Travaux de plâtrerie
09	45320000-6	Travaux d'isolation
09	45421141-4	Travaux de cloisonnement
10	45232460-4	Travaux d'installations sanitaires
11	45232141-2	Installations de chauffage
12	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
13	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
14	45262321-7	Travaux de chape
15	45421000-4	Travaux de menuiserie
16	44233000-2	Escaliers
17	45432130-4	Travaux de revêtements de sols
18	45431000-7	Carrelages
19	45442100-8	Travaux de peinture
20	45111291-4	Travaux d'aménagement du terrain
21	45113000-2	Travaux de chantier

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour le(s) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
02	Variante autorisée	Charpente	L'entreprise peut proposer une variante pour optimiser la charpente
10	Variante autorisée	Sanitaire	L'entreprise peut proposer une variante pour d'autres appareils et accessoires de toute autre fabrication que ceux précisés. Voir CCTP
11	Variante autorisée	Chauffage	L'entreprise peut proposer une variante pour d'autres appareils et accessoires de toute autre fabrication que ceux précisés. Voir CCTP
12	Variante autorisée	Ventilation	L'entreprise peut proposer une variante pour d'autres appareils et accessoires de toute autre fabrication que ceux précisés. Voir CCTP
13	Variante autorisée	Electricité	L'entreprise peut proposer une variante pour d'autres appareils et accessoires de toute autre fabrication que ceux précisés. Voir CCTP
20	Variante autorisée	Aménagements extérieurs	L'entreprise peut proposer une variante viser à optimiser la position 20.13 – abri de jardin



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.4 - Variantes exigées

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées relatives au(x) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Code	Libellé	Description
03	Couverture zinc	Couverture zinc naturel à joint debout des lucarnes	Le détail de la variante figure au sein du CCTP

05	Blocs fenêtre	Blocs fenêtre avec caissons volets roulants monoblocs	Variante obligatoire aux position 5.1 et 5.3.1 - Blocs fenêtre avec caissons volets roulants monoblocs Le détail de la variante figure au sein du CCTP
	Blocs porte-fenêtre	Blocs porte-fenêtre avec caissons volets roulants monoblocs	Variante obligatoire aux position 5.2 et 5.2.1 - Blocs porte-fenêtre avec caissons volets roulants monoblocs Le détail de la variante figure au sein du CCTP
11	Chaufferie	Chaufferie biomasse granulés	Le détail de la variante figure au CCTP

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
04	PSE 1	Couvertines zinc naturel	Le détail des prestations figure au sein du CCTP
06	PSE 1	PV pour filet petites mailles	
	PSE 2	PV pour location supplémentaire 1 mois	
07	PSE 1	Peinture extérieure sur sous-faces d'escalier	
	PSE 2	Peinture extérieure sur sols des coursives et des balcons béton	
15	PSE 1	Caissons cache collecteurs	
18	PSE 1	Caissons d'habillage cache-tuyaux	
19	PSE 1	Peinture élémentaire finition C	
	PSE 2	Peinture sur ouvrage de menuiserie bois - sur cache-collecteurs	

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.6 - Développement durable – Clause sociale

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, **le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement.**

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ATOLH ARCHITECTURES

75B rue de la plaine des bouchers
67100 STRASBOURG

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE

2 RUE DE L'ELECTRICITE
BP 92260
67450 MUNDOLSHEIM

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

L – Solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables

S – Sécurité des personnes dans les constructions

PS – Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

F – Fonctionnement des installations

Ph – Isolation acoustique des bâtiments

Th – Isolation thermique et économies d'énergie

Hand – Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Brd – Transport des brancards dans les constructions

GTB – Gestion technique du bâtiment

AV – Stabilité des avoisinants

PV – Recollement des procès-verbaux d'essais d'installations

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

QUALICONSLT

2B rue des hérons
67960 ENTZHEIM

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 60 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes pour chacun des lots
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots
- Les plans
- Le cadre de mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat pour les lots autres que les lots n°06 et 21
- Le cadre de mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat pour les lots n°06 et 21
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Les rapports de sol G2 AVP et G2 PRO
- Les rapports de sol de l'APAVE concernant la pollution du terrain
- La charte chantier propre
- Le plan général de coordination (PGC)
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT)

Par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité de ces documents et en accepte les termes sans aucune modification.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 4 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, <u>sur la base du cadre de mémoire technique fourni dans le DCE</u>	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général "variantes" comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

6.3 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

6.4 - Visites sur site

Une visite sur site est préconisée. Le site est librement accessible au public à l'adresse suivante : rue Paul Bourson, 67100 Strasbourg

6.5 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition : pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Habitat de l'ILL
7 rue Quintenz
67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN**

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots sauf lots 6 et 21

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	60.0
2.1-Note méthodologique comprenant la description des moyens humains et matériels affectés au chantier, le phasage des principales tâches, le respect du planning et la méthodologie de travail	25.0
2.2-La sécurité des personnes : les moyens et dispositions pour assurer la sécurité individuelle et collective sur chantier	10.0
2.3-Fiches techniques des matériaux et matériels proposés pour le chantier (produits proposés avec les fiches techniques)	15.0
2.4-Note Note environnementale : démarche environnementale, les choix environnementaux, respect de la charte chantier à faibles nuisances, gestion des déchets, nettoyage et propreté du chantier	10.0

Pour les lots 06 et 21

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	60.0
2.1-Note méthodologique comprenant la description des moyens humains et matériels affectés au chantier, le phasage des principales tâches, le respect du planning et la méthodologie de travail	40.0
2.2-La sécurité des personnes : les moyens et dispositions pour assurer la sécurité individuelle et collective sur chantier	10.0
2.4-Note Note environnementale : démarche environnementale, les choix environnementaux, respect de la charte chantier à faibles nuisances, gestion des déchets, nettoyage et propreté du chantier	10.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « Prix des prestations » est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.
Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Les points attribués pour la notation du critère « Valeur technique » sont détaillés dans le cadre de mémoire technique.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Organisation et modalités des négociations

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les trois soumissionnaires sélectionnés. Toutefois, en application de l'article R.2161-23 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra juger que, compte-tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire et se réserve ainsi la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation. Il est donc dans l'intérêt de chaque soumissionnaire d'optimiser son offre initiale.

Le recours à la négociation doit permettre de retenir l'offre la plus compétitive et la mieux adaptée aux besoins et garantir une bonne utilisation des deniers publics. Outre l'éventuel gain financier, l'intérêt de la négociation résidera avant tout dans l'aspect qualificatif de l'offre.

Les critères d'attribution ainsi que les exigences minimales ne peuvent faire l'objet de négociation. Sont considérées comme exigences minimales :

- Le respect du planning prévisionnel, établi par le maître d'œuvre et annexé au présent dossier de consultation (DCE) ;
- Le mémoire technique complété, répondant à chaque critère et sous-critère ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire, complétée et signée.

Conformément à l'article L.3 du Code de la commande publique, la négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de l'ensemble des soumissionnaires et la transparence de la procédure. A cette fin, le pouvoir adjudicateur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres.

La phase de négociation pourra être menée en phases successives et se déroulera sous forme de réunions de négociation et/ou d'échanges écrits entre le pouvoir adjudicateur et chacun des soumissionnaires. Les échanges écrits de négociation auront lieu au travers de la plateforme de dématérialisation AWS.

Le pouvoir adjudicateur informera par écrit tous les soumissionnaires dont les offres n'ont pas été éliminées de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales.

A la suite de ces changements, cette dernière accordera aux soumissionnaires un délai suffisant et identique pour leur permettre de modifier leurs offres et, le cas échéant, de présenter des offres nouvelles ou révisées.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, elle en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres nouvelles ou révisées.

Les offres finales ne pourront être négociées.

A l'issue de la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur choisira le soumissionnaire qui répond le mieux à ses attentes au regard des critères de jugement des offres fixés dans l'avis de marché et le présent règlement de la consultation. Les soumissionnaires non retenus en sont informés.

8.4 – Justificatifs à produire par l'attributaire

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par une Commission Technique ou une Commission MAPA selon les montants attribués.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Si le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur est adressée au mandataire du groupement, qui doit présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai fixé par l'acheteur.

A défaut de production des pièces dans le délai imparti, son offre est déclarée irrecevable et est éliminée. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

La signature de l'acte d'engagement sera par ailleurs exigée par l'acheteur au stade de l'attribution du marché.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://agysoft.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Judiciaire de Nancy
rue du Général Fabvier
54035 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 90 85 00
Télécopie : 03 83 27 49 84
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Judiciaire de Nancy
rue du Général Fabvier
54035 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 90 85 00

Télécopie : 03 83 27 49 84

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Judiciaire de Nancy
rue du Général Fabvier
54035 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 90 85 00

Télécopie : 03 83 27 49 84

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>